



## Établir des liens en amont dans le domaine des produits industriels de base en Afrique<sup>1</sup>

### Le potentiel des industries fondées sur les ressources naturelles peut être mieux exploité au profit de la transformation économique en Afrique

L'établissement de liens en amont dans le domaine des produits industriels de base constitue pour les pays africains une réelle occasion de mettre à profit les richesses dont ils disposent en termes de produits primaires dans l'intérêt de la transformation économique. La croissance impressionnante qu'a connue l'Afrique pendant plus d'une décennie n'a pas donné lieu à une diversification économique, à des créations d'emplois en conséquence ni à une accélération du développement social, et la plupart des économies dépendent encore de la production et des exportations de produits de base, avec des résultats limités en termes de création de valeur ajoutée et de liens en amont et en aval avec le reste de l'économie. Pourtant, il existe des possibilités immenses pour que le continent élabore des intrants manufacturés pour sa production de produits primaires et crée de la valeur ajoutée pour ses ressources naturelles, ce qui témoigne du rôle que peut et doit jouer un secteur manufacturier basé sur les ressources dans une stratégie d'industrialisation réalisable pour l'Afrique. L'industrialisation est vitale pour soutenir la croissance et réduire la pauvreté; l'industrie – et en particulier le secteur manufacturier – a toujours été une source notable de création d'emplois, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. En outre, il est à présent admis que les forces du marché ne sauraient à elles seules faire advenir une diversification économique ou entraîner des hausses de salaire; les États doivent donc déployer des efforts concertés afin de stimuler la création de valeur ajoutée et l'industrialisation<sup>2</sup>.

La question est abordée dans le *Rapport économique sur l'Afrique 2013*, sur le thème « Tirer le plus grand profit des produits de base africains: l'industrialisation au service de la

croissance, de l'emploi et de la transformation économique », rapport où il est noté que les pays africains ont une réelle occasion, tant individuellement que collectivement, de promouvoir la transformation économique et de remédier à la pauvreté, aux inégalités et au chômage des jeunes. Sur la base de neuf études de cas de pays, le Rapport 2013 avance que la création de valeur ajoutée fondée sur les produits de base peut jouer un rôle de transformation significatif, sous réserve de politiques adaptées, pour lever les obstacles rencontrés par les entreprises dans des secteurs variés. Les principaux impératifs de politique générale dont il convient de tenir compte pour passer à des activités à plus haute valeur ajoutée dans le cadre des chaînes de valeur mondiales et établir des liens dans les domaines des produits de base « mous » (agricoles) et « durs » (industriels) sont recensés par type de produit de base.

La présente note d'orientation met en lumière des conclusions choisies sur les liens en amont dans le domaine des produits de base durs dans quatre pays et souligne les possibilités qui s'offrent aux pays africains pour ajouter de la valeur à leurs produits de base et s'industrialiser. Toutes ces études de cas font apparaître qu'il faut une intervention de l'État pour accroître sensiblement les capacités des fournisseurs nationaux et supprimer les contraintes qui empêchent actuellement la passation de marchés locaux et les liens en amont dans le domaine des produits industriels de base en Afrique.

### Établir des liens en amont pour l'exploitation des mines de cuivre zambiennes

Le cuivre est un élément central de l'économie zambienne depuis les années 1930. En 2011, ce sous-secteur a été à l'origine d'environ 80 % des recettes du pays à l'export (6,8 milliards de dollars de cuivre exporté) et représenté

1. Le présent travail de recherche puise notamment dans le *Rapport économique sur l'Afrique 2013* établi par la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine sur le thème « Tirer le plus grand profit des produits de base africains: l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique ».

2. *Rapport économique sur l'Afrique 2011* établi par la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine sur le thème « Gérer le développement en Afrique : le rôle de l'État dans la transformation économique ».

10 % des emplois dans le secteur structuré de l'économie. Toutefois, l'augmentation de la production après les privatisations intervenues à la fin des années 1990 et la hausse des prix et de la demande à l'échelle mondiale ne se sont pas traduites par des créations d'emplois.

Plusieurs raisons font qu'il est difficile pour le sous-secteur du cuivre de jeter des ponts vers d'autres activités industrielles. S'agissant des liens en amont, la faiblesse des réseaux d'infrastructure complique la tâche consistant pour les industries locales à contribuer à la production de cuivre, et les bas niveaux d'industrialisation, les pénuries de compétences techniques, l'expérience insuffisante de la gestion internationale et les contraintes financières sont des obstacles à l'approvisionnement intérieur en fournitures d'extraction du cuivre. En ce qui concerne les liens en aval, les sociétés minières ont clairement fait savoir que leur expertise touchait à l'extraction, et non à la fabrication, même si les investissements actuels visent à accroître la capacité d'assurer le traitement au niveau national.

Il est ressorti d'une étude réalisée auprès des deux plus grands producteurs de cuivre zambiens, qui ont tous deux leur siège à l'étranger mais représentent à eux deux plus de la moitié de la production totale de cuivre, que si le volume d'achats locaux pouvait paraître notable (les dépenses d'exploitation locales constituant plus de 80 % des dépenses totales) il passait néanmoins principalement par des agents d'importation ou des fournisseurs localement agréés, limitant de fait le recours à des marchandises de fabrication locale et le développement des capacités nationales.

Étant donné les contraintes rencontrées par les fournisseurs locaux situés en amont, il faut impérativement mieux appliquer les politiques relatives au contenu local, au moyen d'un renforcement du partage des connaissances et de la publicité concernant les accords sur le contenu local, d'une mobilisation accrue du secteur privé dans les liens en amont et d'un accroissement de la capacité à évaluer les chaînes d'approvisionnement et concevoir des programmes d'appui. Le fait que l'extraction minière du cuivre soit une activité qui demande beaucoup de capitaux signifie que les liens en amont et leurs effets sur les fournisseurs sont vitaux pour

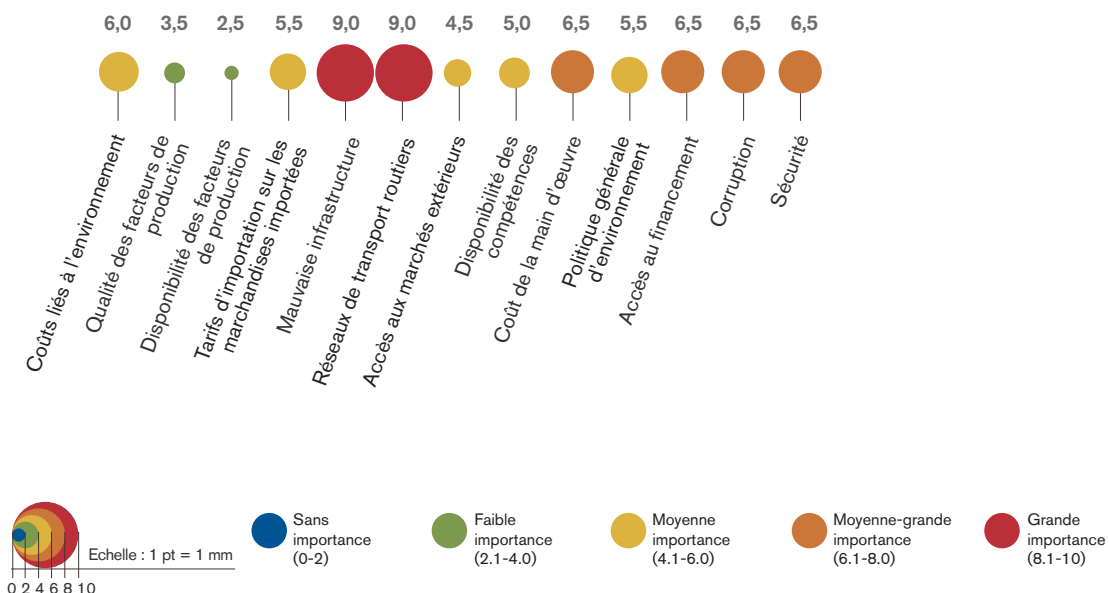
créer des emplois grâce à la création de valeur ajoutée et à la transformation.

## Développement de contenu local pour l'exploitation aurifère au Ghana

Le Ghana connaît un essor en tant que producteur d'or; il est à présent le deuxième en Afrique, après l'Afrique du Sud. Ce sous-secteur était pour le Gouvernement la principale source de recettes provenant de l'impôt sur les sociétés en 2010 et représentait en 2011 un montant de 5 milliards de dollars d'exportation, soit 40 % des exportations de marchandises. Des estimations réalisées par la Commission des ressources minières du Ghana, la production d'or a augmenté de 85 % entre 2004 et 2011. L'exploitation aurifère à grande échelle est dominée par des entreprises étrangères, tandis que les opérations d'extraction à petite échelle sont un pré carré ghanéen. La politique minière doit trouver un équilibre entre les besoins croissants des deux types d'entreprises et la multiplication des activités d'extraction illégales.

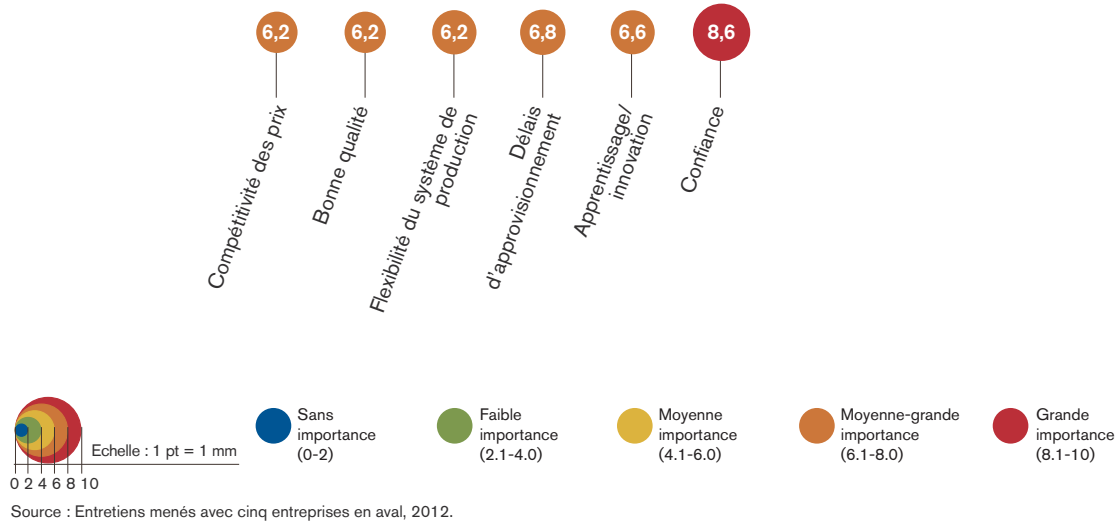
Une étude réalisée auprès de trois grandes entreprises d'exploitation aurifère étrangères fait apparaître des résultats similaires aux observations faites en Zambie pour ce qui concerne les achats locaux : entre 67 % et 79 % des dépenses des entreprises sont locales, mais cela peut être au profit d'autres sociétés étrangères et n'indique pas en soi la formation de réseaux d'approvisionnement local. Interrogées sur la prise de décision en matière d'achats, les entreprises ont répondu que la qualité des produits revêtait la plus grande importance et que malheureusement les fournisseurs locaux n'offraient pas un niveau de qualité suffisant, souffraient d'un manque de souplesse en termes de production et faisaient moins bien dans les domaines de l'apprentissage et de l'innovation. Plusieurs problèmes nuisent à l'établissement de liens intérieurs (voir figure 1). Les goulets d'étranglement relatifs aux infrastructures et au financement compromettent encore davantage le recours à des fournisseurs nationaux.

Figure 1: Quantification des facteurs nuisant à l'établissement de liens dans l'industrie aurifère du Ghana



Source : Entretiens menés avec trois entreprises. 2012.

**Figure 2 : Opinion des entreprises de traitement et de commercialisation sur les facteurs de succès déterminants dans l'industrie pétrolière nigériane**



L'importance d'établir des liens entre l'industrie minière et les autres secteurs de l'économie, pour favoriser une croissance plus inclusive, a été prise en considération dans un document-cadre plus détaillé pour l'exploitation des mines, qui aborde aussi les questions pressantes que constituent la création d'emplois qualifiés et la promotion de liens en amont et en aval. Afin de remédier aux déficits de capacités des fournisseurs nationaux, des échanges ont actuellement lieu entre sociétés minières et fournisseurs dans le but de contribuer au renforcement des moyens locaux.

## Consolider la chaîne de valeur nationale du pétrole au Nigéria

Les difficultés rencontrées par le Nigéria pour lier ses vastes richesses en pétrole à d'autres activités économiques et remonter dans la chaîne de valeur mondiale des produits pétroliers sont bien connues. Le pays est le dixième plus gros producteur de pétrole au monde. Au cours de période 1980-2010, le pétrole a représenté en moyenne 76 % des recettes du gouvernement fédéral et 97 % des exportations. Pourtant, les activités de prospection et d'exploration pétrolières en amont, qui demandent beaucoup de connaissances et de capitaux, de même que la fourniture d'intrants manufacturés et l'extraction, sont menées pour l'essentiel par des entreprises multinationales.

Les compagnies pétrolières qui se procurent effectivement un large éventail de biens et de services sur les marchés locaux se concentrent sur les liens dans la fabrication et la construction, le forage et l'achèvement de puits ainsi que les systèmes de contrôle et les technologies de l'information et des communications<sup>3</sup>. Concernant la manufacture basée sur le pétrole, le Rapport 2013 s'est penché sur cinq entreprises en aval qui produisent du diesel, du kérosène, des lubrifiants, de l'huile moteur et des carburateurs. Sur les cinq, trois

sont nationales et deux étrangères. Interrogées quant aux aspects les plus importants de la prise de décisions en matière d'achat, ces entreprises ont avant tout cité la confiance, tant dans le respect des obligations contractuelles que dans la capacité du fournisseur à remplir sa part du contrat (voir figure 2). Elles ont en outre observé que les compagnies locales avaient tendance à être moins performantes dans de nombreux domaines essentiels à la réussite du marché. S'agissant de leurs interactions et activités de renforcement des capacités avec des prestataires locaux, elles ont noté que la coopération était plus étroite en termes d'échange d'information, de suivi de l'efficacité de la production, de facilitation de l'accès aux financements, d'améliorations des capacités techniques et de réduction des délais de livraison.

De nombreux programmes de formation ont été établis au fil des ans entre le Gouvernement, les entreprises locales et les compagnies pétrolières pour tenter d'améliorer les connaissances et technologies locales. Une politique nigériane sur le contenu a été promulguée en 2010 afin de promouvoir les programmes, la création de valeur ajoutée locale et les liens avec l'ensemble de l'économie. Elle comprend l'objectif visant à ce qu'au moins 70 % du contenu soit local pour tous les contrats avec les compagnies pétrolières et gazières opérant au Nigéria. Les résultats en ont été minimes, en raison d'obstacles au niveau de la mise en œuvre (allant d'une législation d'appui insuffisante à des moyens de suivi trop faibles) et parce que les entreprises domestiques n'ont pas les capacités requises pour mener des activités en amont. De fait, le contenu local est en retard par rapport à d'autres exportateurs de pétrole qui connaissent un niveau de développement comparable; on estime qu'en 2009 le contenu local occupait une part d'environ 40 %<sup>4</sup>. Les contraintes liées aux infrastructures, à la sécurité, à la corruption et à l'accès aux financements contribuent également à freiner le développement de chaînes d'approvisionnement locales. Les réponses données par les entreprises corroborent l'idée selon laquelle des politiques bien formulées pour le contenu local doivent s'accompagner de la volonté politique d'assurer une

<sup>3</sup> Oyejide, A.T. et Adeolu O. Adewuyi. *Enhancing linkages of oil and gas industry in the Nigerian economy. MMCP Discussion Paper No.8*, mars 2011.

<sup>4</sup> *Ibid.*

**Tableau 1 : Comparaison succincte: Nigéria, Zambie et Ghana**

Nigéria (pétrole)	Zambie (cuivre)	Ghana (or)
Liens solides et modernisation	Liens vastes mais fragiles et aucune véritable modernisation	Liens croissants mais faible niveau de départ
<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération des acheteurs</li> <li>Politique sur le contenu local</li> <li>Facteurs déterminants: confiance, délais</li> <li>Limites: infrastructure de mauvaise qualité, sécurité, corruption</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les liens relatifs à l'emploi sont plus importants</li> <li>La coopération des acheteurs varie</li> <li>Facteurs déterminants: confiance, délais d'approvisionnement, prix, cohérence</li> <li>Limites: compétences, financement, infrastructure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération des acheteurs</li> <li>Renforcement des compétences</li> <li>Facteurs déterminants: qualité, normes techniques, innovation</li> <li>Limites: infrastructure, financement, corruption</li> </ul>
<b>Politiques strictes au contenu local relatives</b>	<b>Aucun cadre politique</b>	<b>Nouvelle politique sur le contenu local</b>

mise en œuvre intégrale et d'engager des investissements complémentaires intersectoriels pour garantir la réalisation de ces objectifs concernant les chaînes de valeur nationales.

Le tableau 1 contient une synthèse des constatations effectuées au sujet de l'établissement de liens pour les produits de base durs au Ghana, au Nigéria et en Zambie, y compris s'agissant des questions les plus pressantes qu'il convient de traiter par des interventions de politique générale.

## L'importance des intrants miniers manufacturés en Afrique du Sud pour le continent

Dans le cas de l'Afrique du Sud, les liens en amont vers l'exploitation minière sont bien développés et non seulement servent le marché intérieur mais fournissent également des intrants pour les mines du continent et du monde entier. Les industries et services d'équipement minier présentent des avantages comparatifs dans quatre grands domaines : sûreté dans les mines, ventilation, fonçage et exploitation minière à l'aide de produits ferroviaires et de matériel chenillé. L'équipement minier a représenté 8,5 % des exportations sud-africaines et plus de la moitié de l'ensemble des exportations d'équipement capital au cours de la période 2005-2009. Ces proportions sont en hausse de 20 % par an, du fait en particulier de la demande émanant de toute l'Afrique et de l'Amérique latine. L'Afrique du Sud maintient un excédent commercial avec le reste du continent (à l'exception de l'Afrique du Nord) grâce à ses exportations de machines destinées à l'exploitation minière. En 2011, près de 90 % des dépenses des équipementiers miniers ont été faites localement, étant donné que le pays dispose d'un réseau dense de fournisseurs, de matières premières et de main-d'œuvre qualifiée.

Néanmoins, l'avantage comparatif de l'Afrique du Sud s'atténue progressivement, pour l'essentiel en raison de pénuries de compétences et d'investissements limités dans la recherche et les infrastructures, à un moment où la formation professionnelle et l'amélioration de l'énergie et des transports sont les piliers des stratégies de développement adoptées dans les pays en développement rivaux qui exportent également de l'équipement minier. Tandis que le secteur de l'équipement minier reçoit peu d'appui direct du Gouvernement, en raison de sa compétitivité, des interventions critiques sont nécessaires dans l'infrastructure, le capital humain et d'autres domaines pour permettre à l'Afrique du

Sud de rester concurrentielle sur le plan des liens en amont dans le domaine des mines. Ces investissements devraient être mis en rapport avec les besoins d'autres secteurs manufacturiers afin de promouvoir les liens et effets bénéfiques entre industries et favoriser une plus grande diversification. Afin d'encourager la propagation latérale des technologies, on pourrait envisager la création d'un fonds pour inciter les entreprises utilisant des technologies existantes à adapter leurs produits ou à un élaborer de nouveaux et à entrer sur les marchés non miniers. Concernant le contenu local, les exportations d'équipement minier s'appuient beaucoup moins sur les achats en Afrique du Sud, compte tenu du meilleur rapport coût-efficacité que l'on trouve à l'étranger. Pourtant, les entreprises déclarent vouloir encore acheter localement et le Gouvernement a décidé que les sociétés qui bénéficient de crédits à l'exportation devaient consacrer au moins 65 % de l'enveloppe qu'ils reçoivent à des achats locaux.

De manière générale, il existe une lacune politique à combler pour maintenir les liens de l'Afrique du Sud dans le secteur minier, par des mesures allant d'interventions cruciales à des politiques plus innovantes en matière de contenu local. Ces liens en amont peuvent être considérés comme un domaine à explorer à l'avenir pour tous les manufacturiers africains, même si cela suppose un savoir-faire considérable en ce qui concerne les machines et les apports scientifiques et autres qui intéressent l'industrie minière<sup>5</sup>.

Contribution de John Robert Sloan  
Division des politiques macroéconomiques  
Commission économique pour l'Afrique

<sup>5</sup> Commission économique pour l'Afrique et Commission de l'Union africaine. *Les ressources minérales et le développement de l'Afrique*, 2011.

Produites par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), les notes d'orientation de la CEA se fondent sur diverses activités de recherche et d'analyse concernant le développement social et économique de l'Afrique, menées soit à la Commission soit en collaboration avec d'autres intervenants. La CEA a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses États membres et d'encourager l'intégration régionale en Afrique. Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter la Division des politiques macroéconomiques, CEA, Addis-Abeba, Éthiopie au +251-11-544-3264 ou adresser un courriel à l'adresse [policybriefs@uneca.org](mailto:policybriefs@uneca.org).